

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'Etat confirme sa stratégie d'investissement et optimise son patrimoine immobilier

Depuis 2011, l'Etat a adopté des crédits d'investissement qui avoisinent 5,5 milliards de francs. Si les conditions budgétaires le permettent, il devrait investir encore une fois ce montant jusqu'en 2020. Dans le cadre de sa stratégie immobilière, l'Etat conduit actuellement plus de 70 projets de construction pour un total de 2,2 milliards, soit près du triple qu'il y a cinq ans. Pour optimiser en outre son patrimoine, l'Etat propriétaire se sépare de 20 cures qui ne répondent plus aux missions de l'Eglise ni du service public.

Pour la quatrième année consécutive, le chef du Département des finances et des relations extérieures Pascal Broulis a fait le point sur les investissements du Canton. L'inventaire réalisé par le Service d'analyse et de gestion financières (SAGEFI) des 189 objets d'investissement décrétés de janvier 2011 à juillet 2015 atteint un montant brut de 3,44 mrds (part nette Etat 2,67 mrds). Tenant compte en outre des nouveaux prêts (montant brut 0,96 mrd) et garanties (1,03 mrd) octroyés sur la même période, l'Etat a adopté des crédits à hauteur de 5,44 mrds bruts (3,89 mrds nets) en quatre ans et demi. Sa politique d'investissement à grande échelle a atteint ainsi son «rythme de croisière» avec une moyenne brute de 1,21 mrd par année.

Parmi les objets soumis au Parlement depuis le dernier point de situation de juillet 2014 figurent les infrastructures pour les sciences de la vie (brut 89 mios), la lutte contre les micropolluants (80 mios), l'acquisition de deux bâtiments à Lausanne (64 mios), la restauration du Château Saint-Maire (21 mios) ou encore les études sur les m2 et m3 (19 mios). Une nouvelle actualisation des dépenses d'investissement déjà engagées ou planifiées jusqu'en 2020 aboutit pour sa part au montant global de 11,74 mrds sur dix ans (net 9,17 mrds), projection quasi inchangée par rapport à l'an dernier.

Le chef du DFIRE a fait le point également sur les constructions de l'Etat. Il ressort que le SIPaL gère actuellement 71 projets de bâtiments en phases de planification, d'études ou de travaux pour un montant total de 2,18 mrds (brut), ce qui fait de l'Etat de Vaud le plus gros constructeur immobilier du pays après la Confédération, le canton de Zurich et les CFF. Au rang des plus gros chantiers en cours se distinguent le Centre d'enseignement postobligatoire de l'Ouest lausannois (61 mios), celui de Nyon (56

mios), la HEIG d'Yverdon-les-Bains (49 mios) ou encore le Parlement cantonal (24 mios).

L'Etat revisite en outre son patrimoine immobilier qu'il adapte à l'évolution de ses missions. Pascal Broulis a annoncé la mise en vente de 20 cures qui ne répondent plus aux besoins actuels de l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud (EERV). Aujourd'hui vides ou occupés par des locataires sans activités liées à l'Eglise, ces bâtiments sont situés à Aigle, Arzier, Ballens, Champvent, Chesalles-Moudon, Combremont, Constantine, Cotterd-Bellerive, Denezzy, Dommartin, Donneloye, Faoug, Grancy, La Chaux-Sainte-Croix, L'Abbaye, Mont-la-Ville, Peney-le-Jorat, Rances, Saint-Livres et Suchy. La mise sur le marché procédera par appel d'offres public et le produit de la vente devrait atteindre 12 à 18 mios pour le bilan de l'Etat.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 10 juillet 2015

RENSEIGNEMENTS POUR LA PRESSE UNIQUEMENT

DFIRE Pascal Broulis, conseiller d'Etat, chef du Département des finances et des relations extérieures, 021 316 20 01; Eric Birchmeier, chef du Service d'analyse et de gestion financières, 021 316 25 50. Philippe Pont, chef du Service immeubles patrimoine et logistique, 021 316 74 60. Dossier complet et images sur www.vd.ch

TÉLÉCHARGEMENT(S)

[Présentation de Pascal Broulis lors de la conférence de presse](#)